



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 28/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DAUM**

Rue des Cristalleries  
54112 VANNES-LE-CHÂTEL

Références : 2347\_2024  
Code AIOT : 0006200004

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement DAUM implanté 11 rue des Cristalleries 54112 Vannes-le-Châtel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAUM
- 11 rue des Cristalleries 54112 Vannes-le-Châtel
- Code AIOT : 0006200004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La cristallerie DAUM a été mise en demeure, par arrêté en date du 28/07/2021, de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018. La présente visite porte notamment sur l'avancement des travaux réalisés ou en cours de réalisation.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Activités	Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Bâtiment 39 "composition"	Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 2.1.2	Prescription inadaptée Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Surveillance des rejets air "Composition"	Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 24 septembre a permis de constater que la société DAUM continue la mise en œuvre des travaux de mise en conformité.

Par ailleurs, au vu des éléments attendus, l'inspection proposera à réception de ces derniers à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle, un projet d'arrêté préfectoral qui actualisera les activités de la société DAUM ainsi que les valeurs limites de ses rejets atmosphériques vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 2 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  tableau des installations : rubriques 2530, 1172, 1220, 2575, 2920
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a réalisé avec la société DAUM, un état de ses activités vis-à-vis des rubriques de la nomenclature des installations classées.  La société DAUM est visée notamment par la rubrique 1172 remplacée par la rubrique 4510 depuis 2014. L'inspection a constaté que la société DAUM a notifié la cessation du stockage d'oxygène lors de la cessation du four à bassin. L'ensemble des équipements ont été retirés selon l'exploitant en 2000. Le site ne serait donc plus concerné par la rubrique 1220 (remplacée par la rubrique 4725 depuis 2014).  Par ailleurs, des décrets ont modifié la nomenclature des installations classées. À ce titre, la rubrique 2920 a été supprimée de la nomenclature des installations classées.  Le tableau de classement des activités de la société DAUM, qui bénéficie des droits acquis, doit être mis à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant de se positionner auprès de l'autorité administrative vis-à-vis du classement de ses installations classées avec tous les éléments d'appréciation qui permettront de mettre à jour le tableau de ses activités.</b>
<b>Proposition de délais : 4 mois</b>

**N° 2 : Prévention contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des matériels de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les documents de contrôle de ses équipements (extincteurs : rapport 19676783 contrôle du 20 décembre 2023, RIA : rapport 19676783 contrôle du 7 décembre 2023 , désenfumage : rapport 19676782 contrôle du 11 décembre 2023).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Installation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/1992, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle périodique installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) l'installation électrique sera entretenue en bon état et périodiquement contrôlée (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle Q18 en date du 6 décembre 2023. L'exploitant est en cours de traitement des non-conformités relevées. Quant au dernier rapport de contrôle Q19 en date du 23 février 2024, 3 anomalies (problème de raccordement sur des différentiels) sont également en cours de traitement. L'exploitant a précisé que le contrôle annuel est programmé pour la fin d'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b>  <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle Q18 de l'année 2024 ainsi que les éléments justifiant la levée des non-conformités.</b>
<b>Proposition de délais : 4 mois</b>

**N° 4 : Bâtiment 39 "composition"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/09/2018, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 2-1-2 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2018-0482 du 21 septembre 2018 : "L'atelier de composition 39 est isolé des ateliers contigus par des parois REI120. Les portes intérieures sont coupe-feu de degré une heure, munies de ferme-porte automatique.  
L'atelier est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées, en partie haute de la façade pour le rez-de-chaussée et en toiture pour le 1<sup>er</sup> étage. »

#### **Constats :**

L'inspection n'a pas constaté la présence de l'ensemble des dispositifs prescrits par la prescription susvisée.

Néanmoins, le jour de la visite, l'exploitant a précisé que les échanges avec son bureau d'études sont en cours.

#### Concernant les exutoires de fumées :

L'exploitant a indiqué maintenir son engagement quant à leur réalisation.

#### Concernant les portes coupe-feu :

L'exploitant a indiqué maintenir son engagement quant au remplacement des portes intérieures en bois par des portes coupe-feu, au rez-de-chaussée et à l'étage.

#### Concernant la paroi REI 120 :

Au vu de l'ancienneté et de la structure du bâtiment, l'exploitant indique qu'il est complexe de trouver une solution techniquement et économiquement acceptable et propose des mesures compensatoires.

L'inspection a constaté le jour de la visite la mise en œuvre d'une mesure compensatoire consistant à éloigner à une distance d'environ 5 m de part et d'autre du mur toutes matières combustibles ou toxiques afin de limiter les effets en cas d'incendie. Seul l'enclos en bois au 1<sup>er</sup> étage reste à démanteler pour garantir la bande de 5 m sans la présence de matières ou matériaux combustibles.

L'exploitant a indiqué le jour de la visite maintenir son engagement dans la mise en œuvre d'autres mesures compensatoires, telles que :

- Le comblement des ouvertures présentes dans le mur séparatif (avec l'atelier) pour améliorer ses caractéristiques de résistance au feu ou la mise en place d'une porte coupe-feu,
- La démonstration, par une étude « Flumilog », de l'absence d'effets domino de part et d'autre du mur sur la base de la nouvelle réorganisation des stockages en cours d'aménagement ;
- Selon les résultats de l'étude Flumilog, la réalisation d'une étude sur la possibilité d'améliorer les caractéristiques de comportement au feu de la toiture (mise en œuvre d'un flocage sous toiture...).

L'exploitant a indiqué être en mesure de pouvoir apporter l'ensemble de ces éléments d'appréciation fin d'année 2024.

#### **Type de suites proposées : Avec suites**

#### **Proposition de suites :**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection invite l'exploitant à déposer une demande d'adaptation de la prescription en proposant les mesures compensatoires qu'il aura retenues.

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre auprès de l'autorité administrative ses propositions retenues.**

#### **Proposition de délais : 4 mois**

**N° 5 : Surveillance des rejets air "Composition"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2010, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations de mélanges - composition seront effectuées sous aspiration, les effluents gazeux seront dépoussiérés avant rejet à l'atmosphère. ils devront respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• poussières : 40 mg/Nm<sup>3</sup></li><li>• plomb : 1 mg/Nm<sup>3</sup></li></ul> Ces rejets feront l'objet d'un contrôle semestriel (...)
<b>Constats :</b>  Par courriel du 20 octobre 2024, la société DAUM a communiqué à l'amont de la visite le bilan de la surveillance des émissions atmosphériques sur la période 2008-2023.  Toutes les mesures respectent les valeurs de rejets définies hormis sur 2023, avec un dépassement des valeurs limites : <ul style="list-style-type: none"><li>• Sur le plomb au niveau de l'aspiration « composition » sur la mesure du 1<sup>er</sup> semestre</li><li>• Sur le plomb au niveau de l'aspiration « usinage verre froid » sur la mesure du 2<sup>ème</sup> semestre.</li></ul> La société DAUM a expliqué le jour de la visite avoir engagé un plan de maintenance sur le dernier semestre 2023 sur l'aspiration « composition » avec le remplacement de l'ensemble des filtres : la valeur de mesure du 2 <sup>ème</sup> semestre est à nouveau conforme.  L'exploitant a précisé que le constructeur garantissait une efficacité des filtres pendant 5 ans et qu'à l'issue de cette échéance, un programme de contrôle doit être mis en place afin de s'assurer de l'efficacité de filtration des fibres retenant les poussières.  De même elle a engagé un plan de maintenance sur le 1 <sup>er</sup> semestre 2024, sur les aspirations « four à pot et usinage verre froid ». La 1 <sup>ère</sup> mesure de 2024 a été réalisée à la fin du 1 <sup>er</sup> semestre par le laboratoire LECES La société DAUM est en attente des résultats.  Néanmoins, l'inspection constate que l'article 2.2 de l'arrêté 2008-194 du 1 septembre 2010 encadre les valeurs d'émission pour l'atelier de mélange-composition sans pour autant mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation 15-289 du 7 décembre 1992, sur les valeurs de rejet du four à fusion.  L'arrêté ministériel 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale est opposable à la société DAUM. L'exploitant ne démontre pas qu'il respecte l'ensemble des dispositions relatives aux rejets atmosphériques de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale (oxydes d'azote, métaux, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• la justification auprès de l'autorité administrative du respect des prescriptions relatives aux rejets atmosphériques de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.</li></ul>
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois